

**De:** **claudio andre reymond** [claudio andre.reymond@mac.com](mailto:claudio andre.reymond@mac.com)  
**Objet:** Quelles que soient les propositions issues de la médiation, aura-t-on annihilé le « fait du prince » ?  
**Date:** 18 juin 2006 à 16:18  
**À:** [karl\\_laboillat@yahoo.fr](mailto:karl_laboillat@yahoo.fr)  
**Cc:** [comite.ge@laboillat.ch](mailto:comite.ge@laboillat.ch), [comite@laboillat.ch](mailto:comite@laboillat.ch)

---

CR

J'ai pris connaissance des rapports de la presse des 16 et 17 juin, et heureusement qu'il y a le blog de Karl pour compléter ce qui est nécessaire et se fonder un point de vue sur la situation.

Une chose qui m'étonne c'est que les médias rapportent sans commentaire un propos de Swissmetal par lequel celui-ci tente de discréditer les représentants travailleurs à la médiation au prétexte qu'ils seraient peu digne de foi puisque licenciés !

Pourquoi donc les journalistes n'expriment-ils pas l'évidence que si ces licenciés-négociateurs ont été admis par l'employeur à la médiation, ce dernier leur a néanmoins reconnu une qualité pour ce faire? Qui ou que craignent-ils ?

Au demeurant c'est un des éléments sans doute le plus surprenant dans cette affaire: il semble que la médiation n'ait pas eu également pour objet la question des avertissements et/ou licenciements avec effet immédiat de représentants du personnel... Alors que la suspension de cette mesure de l'employeur aurait dû être le préalable aux discussions, ou tout au moins constituer un des objectifs pour qu'au final on dégage une solution intelligente pour résoudre cet abus de droit, pour annihilé le «fait du prince».

Ainsi donc, sur cette problématique - quelles que soient les propositions issues de la médiation sur l'avenir de l'usine Boillat - si les 4 licenciés avec effet immédiat ne sont pas réintégrés dans tous leurs droits et compétences, il n'y aura pas la démonstration essentielle de Swissmetal nécessaire au rétablissement de la «confiance» entre les parties sur un projet pour lequel elles sont invitées à maintenir des rapports contractuels... Et dès lors le pire peut se reproduire.

La réintégration, n'est-ce pas là, l'ultime revendication avant de rompre une seconde fois ? Après avoir procédé à de nouvelles élections pour renouveler les mandats des représentants du personnel à l'intérieur comme à l'EXTERIEUR, et donner un préavis de sept jours avant la reprise ouverte des hostilités par les travailleurs concernés...

Claude REYMOND  
Avenue Godefroy 9, 1208 Genève - tél 022 735 76 18 fax 731 87 06  
courriel: [claudio andre.reymond@mac.com](mailto:claudio andre.reymond@mac.com)